L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 5 JANVIER 1854.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Cᵒᴹᴾ.
Editeurs-Propriétaires :
C. F. WEISSE. H. BOISGUE.
E. DUVERGER. S. HARRY.
Nº 83, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 5 JANVIER.

☞ Pour le Bulletin Commercial et la Liste Maritime, ainsi que les annonces D'Abonnements, voir la 3me page.

REVUE.

La malle, fidèle à ses habitudes d'irrégularité, ne nous a rien transmis hier des villes situées au Nord de Charleston. En consultant nos souvenirs nous avons pu y glaner quelques faits. Avec un peu de bonne volonté il est difficile de ne pas trouver les éléments d'une revue au milieu de tous ces faits livrés pêle-mêle à la publicité par la presse quotidienne.

Revenons au Congrès, dont les travaux, bien que nuls en ce moment, sont le prélude de discussions importantes. Nous avons parlé hier d'un projet de loi présenté par M. Seward pour la construction d'un chemin de fer entre l'Atlantique et le Pacifique. Nous allons brièvement analyser le bill. Il porte que le chemin aura double voie, qu'il traversera le territoire des Etats-Unis au Nord du quarantième degré de latitude et qu'il partira de la frontière occidentale d'un des Etats de l'Atlantique pour aboutir à la frontière orientale de la Californie. Le trace devra être achevé dans un laps de dix ans, et la compagnie s'obligeant à livrer tous les ans à la circulation un cinquième de la voie. La durée du privilége sera de cinquante ans. La compagnie déposera au trésor cinq millions de piastres comme cautionnement. Le gouvernement s'engagera de son côté à payer à la compagnie une subvention pour le transport de la malle et des troupes.

Un bill sera bientôt accepté par les représentants du Sud : non évidemment, parce qu'un tracé situé au Nord du quarantième degré de latitude ne saurait nous convenir. Il proposerait des amendements et les débats les plus vifs s'engageront d'abord sur la question géographique. Mais quel que soit d'ailleurs le résultat définitif de la discussion sur le point que nous venons de mentionner, nous doutons que le bill trouve grâce devant la majorité des deux Chambres. Et ce supposant que ce miracle s'accomplisse, le président n'est-il pas là pour examiner le projet de loi ?

On écrit de Washington qu'on bill amendant le tarif dans le sens indiqué par le secrétaire du trésor, est déjà rédigé et doit être incessamment soumis au Congrès par le comité des voies et moyens. Les modifications proposées par M. Guthrie sont raisonnables et nous aimerions à voir notre pays à l'abri de toute sanctionner par le Congrès. Puisque le trésor a un excédant de revenu et que les recettes sont hors de proportion avec les dépenses, il convient de diminuer les charges que le inscrit peser sur les consommateurs. L'impôt prélevé par le douane sur les articles d'importation étrangère ne doit produire que strictement le revenu nécessaire aux besoins de l'administration. Puisque cette mesure se dépasse, il est urgent de diminuer l'impôt pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses. Le peuple y gagnera et le gouvernement n'a rien à y perdre.

Du tarif au discours de M. Mitchell la transition est peut être un peu brusque, mais nous n'avons pas le temps de la ménager plus habilement. Disons donc que ce *speech*, malgré toute son éloquence, a mal quelque peu à la popularité et au prestige dont le patriote irlandais était entouré. On a trouvé extraordinaire qu'un exilé accueilli avec tant de distinction par le peuple américain, interprétât si rigoureusement une phrase maladroite du Secrétaire d'Etat. M. Marcy a manqué d'habileté, mais M. Mitchell a manqué de tact. Il ne lui appartenait pas, en débarquant sur nos rivages, de censurer si vertement le principal acte de notre politique intérieure. Il eut dû garder le silence ou interpréter plus charitablement la pensée de M. Marcy.

Au reste, les étrangers de distinction qui visitent les Etats Unis n'y sont pas toujours très heureux. Pendant que le malencontreux discours de Mitchell lui attirait dans le Nord de sévères reprimandes de la part de la presse, Kossuth à Boston, Brésiliens, après avoir été salués par quelques huées à Cincinnati la population libérale de cette ville. Nous comprenons l'échec essuyé par Mitchell, mais nous ne pouvons nous rendre compte des sauvages démonstrations dont le ronce spatoriques a été l'objet — Quoiqu'il en soit, nous prions de prendre acte de la réprimande de la république française, et nous nous empressons de déclarer que nous ne sommes pas solidaires des actes qu'on a commis et à Dieu. Le czar et l'empereur d'Autriche, qui certes se montrent peu endurans vis à vis des patriotes de l'Ancien Monde, viendraient aux Etats Unis qu'ils seraient immédiatement placés sous la sauvegarde de notre loi. C'est en effet le respect de la loi et de la liberté individuelle qui fait notre véritable sûreté. Nous ne sommes pas parfaits, nous pouvons nous tolérons toutes les opinions, toutes les croyances et même tous les préjugés lorsqu'ils ne nuisent pas aux autres. De quel droit traiterait-on d'insulte, compte au même apostolique du roi qui l'a noté il y a cinq ans en finalité ici, sur Kossuth ? Rien. Bodini n'est qu'un voyageur ordinaire et pourquoi traverse paisiblement le pays il ... et au moins à l'indifférence de la foule. Les uns et les autres doivent être réprimés avec sévérité, et nous sommes heureux de l'énergie dont les autorités de l'Ohio ont fait preuve.

Disons, pour terminer cette revue, que les bruits relatifs à l'introduction du système de la pénétrance à Cuba, à la révolte de l'armée de Naples, ne répandent de nouveau et semblent prendre de la consistance. Nous commençons à croire sérieusement qu'il y a quelque chose de vrai au fond des étranges rumeurs qui circulaient aux Etats-Unis il y a quelques semaines. Nous nous trompons fort ou l'Espagne se fortifie disposée à accueillir favorablement les propositions de Mr Soulé. Nous ne voudrais pas devancer les événements, mais nous ne voudrais pas à notre tour avoir à nous reprocher d'avoir trop longtemps fermé les yeux à l'évidence.

Cet avertissement est peut-être superflu. Il paraît que le gouvernement espagnol dans ces parages, pour prêter appui à la sainte turpitude qui s'étale contre les Etats-Unis, a abandonné la politique de bascule qu'il suivait naguère avec tant de succès